

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Appliquer l'initiative sur le renvoi également aux ressortissants de l'UE**

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Guignard, Sophie

## Bevorzugte Zitierweise

Guignard, Sophie 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Appliquer l'initiative sur le renvoi également aux ressortissants de l'UE, 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 18.04.2025.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Sozialpolitik</b>	1
Soziale Gruppen	1
Migrationspolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

**SPK-NR** Staatspolitische Kommission des Nationalrats  
**FZA** Personenfreizügigkeitsabkommen

---

**CIP-CN** Commission des institutions politiques du Conseil national  
**ALCP** Accord de libre circulation des personnes

# Allgemeine Chronik

## Sozialpolitik

### Soziale Gruppen

### Migrationspolitik

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 05.06.2019  
SOPHIE GUIGNARD

Le Conseil national a, par 120 voix contre 64 et 2 abstentions, refusé d'entrer en matière sur l'initiative populaire du groupe UDC, intitulée «**Appliquer l'initiative sur le renvoi également aux ressortissants de l'UE**». Le député Hans-Ueli Vogt (udc, ZH), porte-parole de son parti pour cet objet, a affirmé vouloir que les dispositions relatives à l'expulsion priment sur l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP). Une majorité (15 contre 9) de la CIP-CN s'est opposée à l'entrée en matière, en raison notamment du refus en votation populaire de l'initiative de mise en œuvre, qui confirme le principe de proportionnalité et préserve la marge de manœuvre dont disposent les tribunaux. De plus, ces dispositions n'étant entrées en vigueur qu'en 2016, la commission estime que le Tribunal fédéral doit encore développer une jurisprudence, qu'une telle initiative parlementaire rendrait caduque. La chambre basse s'est rangée à l'avis de sa commission, seule l'UDC a soutenu l'initiative et les 2 abstentions provenaient du camp PLR. <sup>1</sup>

---

1) BO CN, 2019, p. 868 ss.; Rapport de la CIP-CN du 12 avril 2019